

Résumé du Rapport Annuel 2018 de la BCT

Le Rapport Annuel de la Banque Centrale de Tunisie relatif à l'année 2018 comporte, à l'instar des rapports précédents, des analyses approfondies sur l'environnement international et national, tout en mettant l'accent sur les enjeux qui se posent pour intégrer les importantes innovations financières et consolider les assises du secteur bancaire. Voici les principales conclusions qui se dégagent de cet important document de référence, très attendu par les milieux d'affaires et les décideurs économiques en Tunisie et à l'étranger.

I. L'environnement international est marqué en 2018 par un regain des incertitudes

« Le regain des incertitudes, liées à la montée des tensions commerciales et des menaces protectionnistes ainsi qu'aux vulnérabilités des économies émergentes et à la volatilité des marchés financiers», se répercute sur l'environnement économique international.

La croissance économique mondiale enregistre un repli de 0.2 point entre 2017 et 2018 en se ramenant d'une moyenne de 3.8 pourcent en 2017 à 3.6 pourcent en 2018 et il est attendu un recul de 0.3 point en 2019. Le recul concerne aussi bien les pays développés que les économies émergentes et en développement.

Croissance réelle en %	2017	2018	2019
Pays développés	2.4	2.2	1.8
• USA	2.2	2.9	2.3
• Zone euro	2.4	1.8	1.3
Economies émergentes	4.8	4.5	4.4
• Chine	6.8	6.6	6.3
• Inde	7.2	7.1	7.3

Le commerce mondial accuse également un ralentissement de son rythme de progression, soit 3.8 pourcent en 2018 contre 5.4 pourcent une année auparavant et s'accompagne par une hausse des prix des produits de base, en l'occurrence notamment l'énergie (+27.8%), le blé (+20.5%) et les métaux (+4.5%).

Les investissements internationaux enregistrent, de leur côté, un repli de 19 pourcent pour s'établir à 1 188 milliards de dollars, reflétant le manque de profitabilité au niveau des pays développés en relation avec la montée des mesures protectionnistes, notamment aux USA.

Le chômage dans le monde se stabilise à 5 pourcent de la population active. Le taux est en baisse dans la zone euro (de 9.1% en 2017 à 8.2% en 2018), aux Etats Unis (de 4.4% en 2017

à 3.9% en 2018) ainsi qu'en Chine (de 3.9% à 3.8%). En revanche le chômage en Afrique du Nord demeure relativement élevé, de l'ordre 11.8 pourcent en 2018.

Le déficit budgétaire se stabilise pour les pays développés autour d'une moyenne de 2.1 pourcent du PIB et il est en baisse pour les économies émergentes et en développement en se ramenant d'une moyenne de 4.2 pourcent du PIB en 2017 à 3.9 pourcent du PIB en 2018.

II. Le redressement de l'économie tunisienne amorcé en 2017 se confirme en 2018 tout en continuant à être marqué par d'importantes tensions et fragilités.

Les passages les plus significatifs du rapport à propos de la situation économique et financière de la Tunisie sont les suivants :

(1). « Le redressement de l'économie nationale amorcé en 2017 s'est confirmé en 2018 avec un taux de croissance, passant de 1.9 pourcent à 2.5 pourcent d'une année à l'autre, tiré par l'agriculture et le tourisme ». « En revanche d'autres secteurs n'ont pas bien évolué. Il s'agit surtout du secteur industriel qui s'est fortement ressenti de l'atonie des activités extractives ».

(2). « Le secteur extérieur a été marqué par une aggravation du déficit de la balance des paiements courants atteignant un record de 11.1 pourcent du PIB en 2018 (contre 10.2% en 2017). L'évolution positive des recettes touristiques (+46.3%) et des transferts des tunisiens à l'étranger (+10.1%) n'a compensé que partiellement le creusement du déficit commercial».

(3). La part de marché des biens sur le marché de l'Union Européenne s'est stabilisée en 2018 autour de 0.51 soit un taux en retrait de 11 points de base par rapport à 2010 contrairement à la position du Maroc dont la part s'est améliorée de 30 points de base entre 2010 et 2018.

Part en %	Rappel 2010	2016	2017	2018
Chine	18.54	20.62	20.21	19.93
Turquie	2.81	3.90	3.76	3.84
Maroc	0.51	0.81	0.81	0.81
Tunisie	0.62	0.54	0.51	0.51

(4). « Le déficit de la balance énergétique s'est élargi de 53 pourcent sous l'effet de la hausse des cours internationaux des hydrocarbures conjuguée à la baisse des ressources nationales de l'énergie contre la poursuite de la tendance haussière de la demande ».

(5). « Les pressions se sont poursuivies sur le taux de change du dinar qui s'est déprécié en moyenne de 12.9 pourcent à l'égard de l'euro et de 8.6 pourcent vis-à-vis du dollar. Dans ce contexte d'élargissement des besoins de financement, amplifié par un effet taux de change

important, l'encours de la dette extérieure a progressé, passant de 63.7 pourcent à 72.9 pourcent du Revenu National Disponible Brut, d'une année à l'autre ».

(6). La situation des finances publiques s'est améliorée grâce à l'amélioration du recouvrement fiscal et aux mesures portées par la loi des finances, d'une part, et à la relative maîtrise des dépenses publiques hors compensation, d'autre part. De la sorte et malgré l'augmentation des subventions qui ont atteint 4.6 pourcent du PIB suite à la hausse des cours de pétrole, le déficit budgétaire est revenu à 4.8 pourcent du PIB en 2018 contre 6.1 pourcent en 2017 ».

(7). Les créations d'emplois n'ont pas été suffisantes pour réduire le taux de chômage. Celui-ci est demeuré stable suivant un niveau élevé de l'ordre de 15.5 pourcent de la population active, sous-tendant, cependant, une légère baisse d'un point environ du taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur (de 29.9 à 28.8 pourcent).

(8). L'inflation a connu une importante accélération passant d'une moyenne de 5.3 pourcent en 2017 à 7.3 pourcent en 2018 sous l'effet combiné du relèvement du taux de la TVA, de l'ajustement à trois reprises des prix des carburants sur le marché intérieur et de l'effet de la dépréciation du dinar sur les prix des produits importés ; ce qui a amené les autorités monétaires à relever le taux directeur du marché monétaire à deux reprises, en mars et juin, de 75 et 100 points de base, à l'effet de maîtriser l'inflation sous-jacente.

III. L'intégration des innovations financières et la consolidation des assises du secteur bancaire.

Les chapitres consacrés à la politique monétaire et à la gouvernance bancaire font état des efforts déployés pour rationaliser le crédit, renforcer l'inclusion financière et réduire les risques susceptibles de secouer les fondements du système monétaire. Les principaux enjeux qui se posent sont la lutte contre le blanchiment, le renforcement de la traçabilité des opérations, la rationalisation des crédits, la promotion de l'épargne, la maîtrise des créances accrochées et surtout l'adaptation du secteur bancaire à la montée de la digitalisation et à l'ère de l'intelligence artificielle. Trois aspects méritent, à cet égard, d'être relevés au niveau de ces chapitres. Elles concernent :

(1). La décélération du rythme de progression des crédits bancaires en relation avec les dispositions prises par la BCT sur le plan du ratio crédits-dépôts. L'encours des crédits aux professionnels et aux entreprises augmentent de 10.2 pourcent (contre 14.6% en 2017). L'encours aux particuliers évolue de 5.2 pourcent en 2018 (contre 10.5% en 2017).

(2). La légère augmentation du taux des créances accrochées pour les encours des crédits des professionnels et des entreprises ; ceux-ci passent de 13.4 pourcent des engagements en

2017 à 13.7 pourcent en 2018 ; étant signalé que le taux des créances accrochées était de 15.4 pourcent en 2016.

(3). La mise en œuvre par la BCT d'un premier Plan Stratégique s'étalant sur la période 2019-2021 en vue de hisser l'institut d'émission au niveau des standards internationaux pour être en mesure d'affronter un environnement changeant plein d'opportunités et de risques.

Pour conclure, les signaux positifs, quoiqu'encourageants, sont encore limités. Les attentes en matière de croissance, de création d'emplois et d'amélioration des revenus sur des bases viables et soutenables pour toutes les régions du pays demeurent importantes et pressantes.

Pour y répondre la seule voie passante est d'amplifier le processus de réformes dans tous les domaines - éducationnel, économique, financier, culturel, environnemental et social – à l'effet de corriger en profondeur les distorsions dans l'allocation des ressources, améliorer la compétitivité de l'économie et de l'entreprise, libérer les énergies et développer l'esprit d'entreprise et d'innovation et retrouver, par voie de conséquence, les ressorts d'une croissance à la fois forte, solide et inclusive.

Forum Ibn Khaldoun le 15 aout 2019

[Rapport Annuel de la BCT 2018 à télécharger.](#)